

Finance solidaire. finansol. Epargne solidaire, la nouvelle chance.. Step, un tremplin vers l'emploi pour les chômeurs

« Soixante pour cent de nos jeunes ont trouvé un emploi six mois à un an après nous avoir quittés », se félicite Kenny Bertonazzi, 42 ans, directeur général de Step à Pau, une société d'insertion, spécialisée dans la numérisation et la gestion électronique de documents. Tout est parti d'une rencontre en 2000 entre cet ancien directeur d'un centre d'appels à Pau et trois leaders politiques locaux, la bayrouiste Josy Poueyto, la socialiste Martine Lignières-Cassou, aujourd'hui maire de Pau, et Claude Viau (UMP), épouse de l'ancien préfet de département. Après neuf ans d'existence, Step est un succès. Qui n'aurait pas été possible sans les réseaux de la finance solidaire. Si les associés ont avancé 30 000 € de capital, le Crédit coopératif en a apporté 20 000, la Sifa (société d'investissement de France Active) et le Fonds commun de placement Insertion emplois dynamique 10 000 chacun. Sans oublier l'aide de Total développement régional (20 000 €) et du conseil régional d'Aquitaine (8 000 €).

« Nous avons fait la démonstration de la bonne utilisation des fonds solidaires et publics », plaide Kenny Bertonazzi, qui est aussi membre du bureau du Comité national des entreprises d'insertion (Cnei). En effet, l'entreprise, qui emploie 25 salariés, dont 15 en insertion, reçoit 9 600 € d'aides par an et par personne. La plupart sont des chômeurs longue durée à l'image de Charles, 37 ans, qui, malgré un bac +5 en aménagement de la ville, était en recherche d'emploi depuis trois ans. Comme chaque salarié en insertion, il est embauché pendant deux ans avec un salaire au moins équivalent au smic. « Step m'a permis d'acquérir une expérience professionnelle et de retrouver confiance en moi. » « Tout seul, on se démotive vite. On est isolé », ajoute Samir, un jeune de 22 ans issu des quartiers « difficiles » de Pau.

Ici, c'est l'inverse. Tout est fait pour préparer au mieux « l'après Step ». « Sur les heures de travail, nous les aidons à trouver un emploi durable », explique Mohamed Jaballah, chargé, à plein-temps, du reclassement à Step. Au programme, simulations d'entretiens avec des patrons, lettres de motivation « ciblées », ateliers CV, voire formations. Ainsi, Olivier, entré à Step en 2009 avec un CAP, en est ressorti avec un niveau bac + 2. À 38 ans, il vient, avec sa femme, d'ouvrir une pizzeria en Languedoc-Roussillon. D'autres ont trouvé un emploi dans le secteur bancaire ou la chimie.

Un travail unique, récompensé en 2009 par le trophée des as de l'entreprise dans la catégorie « entreprise citoyenne ». « Pour un euro investi dans une entreprise d'insertion, l'État en récupère quatre : 2 € en impôts et 2 € en économies d'Assédic », rappelle Kenny Bertonazzi. Pour autant, il n'y a pas de concurrence déloyale. « Nous avons les mêmes contraintes que les autres entreprises, nous payons autant de charges et d'impôts. » Cela n'empêche pas Step d'être rentable et d'afficher un chiffre d'affaires prévisionnel de 900 000 € pour cette année. Parmi leurs clients figurent des institutions - la Mutualité sociale agricole, des conseils généraux - mais aussi de grands groupes comme Airbus et Total. Toutefois, « la question de la rentabilité n'est pas au cœur de notre projet. Elle n'est qu'un support. Ce qui donne beaucoup de liberté pour entreprendre », s'enthousiasme Kenny Bertonazzi.

Malgré son utilité pour la société, le secteur est actuellement confronté à des difficultés. « Les aides pour nos salariés n'ont pas été revalorisées depuis 2002 : elles devraient être de 12 000 € au lieu de 9 600. Aucune entreprise d'insertion ne peut se développer, car l'État n'y met plus les moyens alors que le chômage augmente avec la crise », déplore Kenny Bertonazzi. Ce qui ne l'empêche pas d'aller de l'avant. En mai 2009, il a cofondé, avec un ancien de LVMH, Soletic à Pau, une structure destinée à développer des entreprises sociales. Première création : Tedd, qui emploie quatre personnes dans le développement durable (panneaux photovoltaïques...), un secteur d'avenir. « Nous faisons la preuve que nul n'est inemployable », conclut ce manager.